

Erdogan en Russie : Poutine est-il en train de gagner son pari de faire de Moscou une vraie alternative à Washington ?

Si la Russie et la Turquie sont des ennemis historiques, elles ont un point commun : une volonté, partagée par d'autres, que l'Occident cesse de s'ingérer dans les affaires intérieures d'états souverains. Ainsi, l'objectif de la Russie d'être à la tête d'une communauté internationale refusant l'hyperpuissance américaine et fondée sur un ordre multipolaire est en passe d'être atteint.

Avec Alexandre Del Valle

Avec Mikaa Mered

Atlantico : Ce mardi, Erdogan est en déplacement à Saint-Pétersbourg. Cette visite intervient dans un contexte de réconciliation entre la Turquie et la Russie à la fin du mois de juin 2016 et d'un refroidissement des relations turquo-occidentales. En 2013, Vladimir Poutine exposait la position qu'il souhaite défendre en matière de relations internationales à travers la publication officielle du Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie. Selon lui, cette politique internationale doit s'axer autour de la coopération multilatérale afin que la voie russe apparaisse comme une alternative à celle des Américains et des Chinois. Plus de trois ans après ce document, la Russie est-elle en passe d'atteindre son objectif ?

Alexandre Del Valle : Je pense que ce n'est pas simplement le fait de la Russie mais de l'évolution du monde dans son ensemble qui est de plus en plus multipolaire (même si c'est plutôt une tendance qu'une réalité). En effet, le monde reste dominé par les acteurs occidentaux : l'essentiel des organisations internationales ont été créées et continuent d'être pilotées par l'Occident, la Chine est un nain militaire par rapport à la Russie et aux Etats-Unis et la Russie elle-même, si elle se veut l'égal des Américains, a un budget militaire de très loin inférieur à celui des Etats-Unis. Néanmoins, il est vrai que l'objectif de la Russie, s'il n'est pas tout à fait atteint, est en passe de l'être.

Par ailleurs, c'est une belle revanche pour Poutine après un tour de force où il a été assez dur vis-à-vis d'Erdogan, de voir ce dernier, "déçu" par les Occidentaux après le putsch manqué, venir lui "manger dans la main" sur son propre terrain. Néanmoins, avant les tensions récentes entre Poutine et Erdogan, cette tendance au rapprochement existait déjà : les économies turques et russes sont très complémentaires. Du fait de réalités bilatérales incontournables, les deux pays ont besoin l'un de l'autre économiquement et énergétiquement. Les tensions ne pouvaient donc pas durer très longtemps. un peu comme entre Ankara et Israël. Ainsi, Erdogan a fait croire que le pilote qui a abattu l'avion russe était en fait proche des putschistes : il a trouvé une pirouette pour s'excuser sans s'excuser et garder la tête haute tout en faisant le premier

pas vers Moscou. Il est par ailleurs intéressant de constater que la façon très ferme dont Poutine a réagi vis-à-vis de la Turquie (contrairement aux Européens qui se laissent intimider par Erdogan) a fonctionné : la Turquie est un pays qui respecte beaucoup plus les dirigeants à poigne comme Vladimir Poutine que la mollesse des dirigeants européens de surcroît divisés et à la remorque des Etats-Unis et dépourvus de vision propre et de leadership.

Mika Mered : 2013 était surtout une réaffirmation de la doctrine Primakov : la Russie est une puissance culturelle et morale qui doit agir proactivement ou réactivement pour préserver son indépendance d'action et d'expression. Les trois maîtres-mots sont : indépendance stratégique, liberté dans la capacité d'action et de parole, et respect des souverainetés nationales.

Ces trois dernières années ont été le prolongement de ce qui avait été engagé par Vladimir Poutine depuis son tout premier mandat et l'on peut aisément observer que la mission est remplie. En effet, qu'il s'agisse de la préservation du "cordon sanitaire" avec l'influence directe en Crimée et en Ukraine, de la réforme des médias internationaux avec RT et Sputnik, de l'interventionnisme dans le Caucase et en Asie Centrale, de l'action au Moyen-Orient, du spatial avec le rapatriement de la base de lancement, du renforcement des liens économiques avec l'Inde, la Chine et le Japon, de la réorganisation de son armée ou encore de la réaffirmation solide de ses prétentions sur l'espace Arctique, la Russie a su se réinventer et redevenir l'incarnation d'une troisième voie, celle d'une puissance indépendante d'envergure mondiale qui compte.

Seul bémol, et pas des moindres : l'économie russe est à la peine, victime directe de cette stratégie d'indépendance stratégique et d'interventionnisme. L'enjeu pour Poutine sur sa fin de mandat est désormais de démontrer aux russes — et aux occidentaux — comment l'économie russe pourrait ne plus pâtir de cette politique étrangère proactive. Cela passera à très court terme par l'accentuation de la part des apports humains et en capitaux chinois, comme nous le voyons notamment en Arctique et dans le Grand Est depuis trois ans. Mais, il faudra donc dans un second temps que la Russie démontre qu'elle peut être tout aussi indépendante que la Chine qu'elle ne tente de l'être de l'"Occident" malgré l'importance des investisseurs chinois dans l'économie russe. Dit autrement, pour garder sa position d'indépendance et d'influence majeure dans le monde, la Russie est désormais condamnée à opérer un mouvement de balancier perpétuel entre l'Occident d'un côté et la Chine de l'autre. Dit encore autrement, en allant au-delà du concept de "pivot vers l'est", la Russie est vouée à utiliser tantôt l'Est pour s'affirmer vis-à-vis de l'Ouest et vice-versa pour assurer son indépendance stratégique. Aujourd'hui, Moscou est dans une phase où elle utilise les apports économiques de l'Est pour s'affirmer politiquement vis-à-vis de l'Ouest ; il viendra un temps où la balance s'inversera et où Moscou devra utiliser les apports économiques de l'Ouest pour se réaffirmer politiquement vis-à-vis de l'Est.

Quelle est la conception russe des relations internationales ? Comment cette conception s'est-elle matérialisée ?

Alexandre Del Valle : La conception russe des relations internationales est très claire et est exprimée sur le site Internet de l'Organisation de la conférence de Shanghai comme par Vladimir Poutine lors des rencontres économiques de Saint Pétersbourg ou de ses nombreuses déclarations de politique étrangère. La Russie appelle de ses vœux un monde multipolaire, plus équilibré, moins "unilatéral" : cet ordre post-guerre froide est régulièrement décrit et souhaité par le président Poutine, et par l'essentiel de la classe dirigeante russe, à commencer par le ministre des Affaires étrangères russe Serguei Lavrov, réputé pour son brio et son professionnalisme. La Russie veut jouer un rôle non pas de leader mondial concurrent des États-Unis, ce qui est impossible sur le plan financier et Poutine le sait bien, mais de leader des pays qui ne sont pas forcément dans un rapport négatif vis-à-vis de l'Occident mais qui veulent bâtir une alternative à l'unilatéralisme occidental-américain. Ces pays veulent un monde plus multipolaire, plus partagé ainsi qu'une réforme d'un certain nombre d'organisations internationales et une renonciation aux interventions militaires contre des pays souverains comme les États-Unis ont l'habitude de faire depuis la chute de l'ex-Union soviétique. La Russie de Poutine ambitionne certes de parler d'égal à égal avec Washington en matière de politique étrangère, comme on le voit en Syrie notamment ou avec les dossiers iraniens ou ukrainiens. Mais Poutine veut surtout que l'Occident prenne en compte les intérêts de la Russie dans son "étranger proche", ce qui inclut des pays clés comme la Géorgie, l'Arménie, la Biélorussie, la Transnistrie, la Moldavie ou bien sûr l'Ukraine. Moscou ne supporte plus que sous prétexte de défense des "droits de l'homme" les États-Unis utilisent le "droit d'ingérence" pour violer la souveraineté des États et nuire aux intérêts de Moscou et de ses alliés (Irak de Saddam Hussein, Syrie de Bachar al-Assad, Libye de Kadhafi, Ex-Yougoslavie de Milosevic, Ukraine de Ianoukovitch).

La Russie veut être celle qui va empêcher les relations internationales d'être "déséquilibrées" par l'hyperpuissance américaine. Cette vocation de redevenir comme à l'époque des Tsars une "puissance" qui empêche le déséquilibre et favorise un nouveau "concert des Nations souveraines" est la doctrine officielle de la Russie poutinienne et l'Occident devrait parfois en tenir davantage compte plutôt que de diaboliser ce pays et même l'humilier. Mais il ne s'agit pas de haine vis-à-vis de l'Amérique de la part de Moscou et de Poutine, c'est beaucoup plus compliqué que cela et l'Occident atlantiste caricature bien trop souvent la vision russe de l'Occident et des États-Unis. En effet, Poutine faisait partie, lorsqu'il a commencé sa carrière politique, du "clan pro-occidental dit de Saint-Pétersbourg", à l'époque dirigé par l'ex-Maire de la Ville Anatoli Sobtchak. Poutine était pro-européen et favorable à une coopération avec l'OTAN lorsqu'il est arrivé aux affaires. Mais les Occidentaux aveuglés par leur soi-disant "victoire" sur l'Union soviétique assimilée à tort à la Russie (qui en fut pourtant la première victime), ont déçu cet amour qui s'est transformé en ressentiment car l'OTAN comme l'Union européenne et bien sûr les États-Unis ont défié la Russie affaiblie dans les années 1990-2000 sur son propre terrain et dans son pré-carré, d'où la réaction de plus en plus vive de Vladimir Poutine qui veut désormais parler d'égal à égal avec les États-Unis et attend de l'Occident que l'on respecte les intérêts russes. Poutine ne ferme pas les portes et veut toujours collaborer avec les Européens et les Occidentaux, mais à condition que ceux-ci cessent d'être arrogants et qu'ils cessent de se mêler des affaires internes des pays stratégiques pour la Russie, que cela soit par des "révolutions de velours" ou par des interventions militaires dont les conséquences ont d'ailleurs souvent été désastreuses pour tout le monde en plus de nuire à des pays alliés de Moscou. Si le principe de non-ingérence était respecté et si l'Occident respectait le pré-carré russe, les relations avec les pays de l'OTAN, l'UE et les États-Unis pourraient être assez bonnes. En résumé, le but de

Poutine n'est pas d'être le leader d'une contre communauté internationale anti-occidentale, mais il veut favoriser un ordre international multipolaire, où chaque Etat-pivot stratégique et chaque pôle de puissance est maître "chez lui", dans sa "zone respective" sans chercher à empiéter sur les intérêts des autres. Les Occidentaux ont du mal à comprendre cela, et c'est bien la pierre d'achoppement avec Moscou comme avec Pékin, Ankara, Téhéran, Le Caire, Damas, etc.

Selon Vladimir Poutine, le principe de souveraineté nationale est fondamental, et la position américaine selon laquelle la souveraineté nationale ne doit pas être un prétexte aux massacres et à la tyrannie n'est pas recevable. Le chef du Kremlin réussit-il à fédérer autour de cette idée sur la scène internationale ? A quelles alliances nouvelles cela pourrait-il donner lieu ?

Alexandre Del Valle : On sait que la Turquie est un rival historique de la Russie (les contentieux possibles sont nombreux tout comme avec la Chine). La Chine et la Turquie sont deux pays ennemis historiques de la Russie et pourtant, ils s'entendent avec la Russie sur le fait que l'Occident doit cesser d'intervenir dans leurs affaires internes. C'est aussi ce que demandent le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, l'Egypte, l'Algérie, etc.

Au nom des droits de l'homme, du "droit d'ingérence" ou de la "responsabilité de protéger" (des concepts formulés par les démocraties occidentales qui ont été intégrés petit à petit par les Nations Unies), a eu lieu une dérive qui remet en question le principe de base du droit international qui est le respect des souverainetés et la non-ingérence dans les affaires internes des autres Etats. En effet, la base du droit international de la paix et de la guerre est que tant qu'un Etat n'a pas agressé un autre Etat, il n'y a aucune raison de lui faire la guerre. Ces dernières années, le droit international et les Nations unies ont été instrumentalisés par les Occidentaux (Irak, ex-Yougoslavie, Libye, etc) au nom d'une lecture anti-souverainiste et néo-impériale des relations internationales masquée avec la sacro-sainte défense des droits de l'Homme à géométrie variable... Ceci a créé un déséquilibre et explique la révolte d'un certain nombre de pays du monde en voie de multipolarisation qui n'aiment pas forcément la Russie (pays d'Asie centrale et Iran ayant rejoint l'OCS, Turquie, etc.) mais qui se rapprochent de Moscou afin de contrebalancer l'hégémonisme états-unien et occidental jugé "arrogant". En effet, ces pays n'étaient pas forcément anti-occidentaux au départ, mais ils ne veulent plus supporter cette hypocrisie interventionniste sous couvert de "droit-de-l'hommisme" qui risque un jour d'ailleurs de se traduire par un renversement de leur propre pouvoir.... Ils assimilent les interventions occidentales à une forme de néo-impérialisme, ce qui n'est pas totalement faux d'un point de vue concret, car les guerres en Irak ou en Libye ont montré que l'objectif de détruire des dictatures ou de combattre des terroristes a créé plus de chaos et de terroristes et que les vrais buts étaient d'élargir l'OTAN (comme en ex-Yougoslavie) ou de guerroyer pour le contrôle des réserves d'hydrocarbures. Ainsi, pour beaucoup de pays, la dénonciation par les Américains du souverainisme qui serait un prétexte pour commettre des atrocités sur sa propre population, serait hypocrite car les Etats-Unis eux-mêmes sont ultra-souverainistes, paient leur cotisation à l'ONU rarement, ont refusé de signer le traité de la Cour Pénale internationale, bafouent le droit international (Irak, 2003) dès que cela les arrange et détournent les résolutions des Nations unies et les droits de l'Homme pour justifier des guerres néocoloniales ou géoéconomiques, ce qui n'est pas mieux et a provoqué autant de morts que ceux imputables à Milosevic, Saddam Hussmeïn, Bachar al-Assad et Muamar Kadhafi réunis....

Mika Mered : Tout comme la Russie, la Chine place également le respect des souverainetés nationales au coeur de sa diplomatie. Les concepts typiquement occidentaux de "guerre préventive" (Irak) et de "responsabilité de protéger" (Libye, Mali...) sont durs à légitimer dans l'approche puriste du droit international qui caractérise la pensée stratégique russe et chinoise post-communiste : si un État = un peuple, alors la légitimité du droit international ne peut que venir de l'action entre États souverains, dans le respect de la souveraineté de chaque État, seul garant des intérêts de son peuple. Dit autrement, la Russie et la Chine sont ou seraient plus enclins à intervenir pour protéger un État déstabilisé dans sa souveraineté nationale que pour protéger un peuple par rapport à son ou ses dirigeants si le pays en question n'est pas directement frontalier du territoire national russe ou chinois. Au-delà des questions d'intérêts économiques ou stratégiques, c'est cette différence d'approche du droit international qui peut expliquer la défiance du bloc "oriental" à l'égard du bloc "occidental" sur des théâtres à la proximité géographique toute relative tels que la Syrie, la Libye ou le Kurdistan (soumis à quatre souverainetés nationales). Bien sûr, certains pourraient balayer mon propos d'un revers de main en le qualifiant de "romantique" ou "pro-russe" car cela n'empêche pas la Russie d'intervenir comme par exemple en Géorgie, en Mer de Chine du Sud, ou encore dans le cyberspace. Mais c'est là la subtilité de l'approche russo-chinoise : ce n'est pas parce qu'il faut respecter la sacro-sainte souveraineté des états qu'il ne faut pas façonner son voisinage immédiat pour préserver ses intérêts. Dit autrement, mettre systématiquement en avant le respect des souverainetés nationales n'empêche pas les actions d'influence pour préserver son territoire national. C'est ce que l'on a observé en Géorgie, en Ukraine ou en Mer de Chine du Sud et qui a conduit de nombreux experts à parler de velléités expansionnistes : le respect des souverainetés nationales s'arrête aux pays limitrophes pouvant être déstabilisés et aux territoires pouvant être investis directement ou indirectement par l'adversaire car il faut, dans l'approche russe comme chinoise du territoire national, préserver une membrane, une zone tampon, entre le territoire national et l'extérieur. Cet interventionnisme dans la "zone tampon" du territoire national n'est pas incompatible avec le respect absolu des souverainetés nationales ailleurs dans le monde. Il y a ici une différence de faite entre géographie (territoire national et zone tampon) et géopolitique (vision du monde au-delà de la zone tampon) ; il n'y a pas de contradiction.

Par ailleurs, quel message Erdogan souhaite-t-il faire passer aux Occidentaux au travers de cet entretien avec Poutine ? L'option russe est-elle sérieusement envisagée par Erdogan ?

Mika Mered : La visite d'Erdogan à Saint-Petersbourg intervient dans un contexte où le flou stratégique semble faire suite à la tentative de putsch. Afin de légitimer et de pérenniser l'extension de son pouvoir, Erdogan a tout intérêt à rebattre toutes les cartes du jeu d'alliances turque ou, tout du moins, à créer et entretenir l'illusion que chaque partenaire stratégique de la Turquie est sur la sellette. La Turquie restera-t-elle candidate à l'entrée dans l'Union Européenne ? La Turquie va-t-elle renégocier sa place dans l'OTAN

? Après cette tentative de putsch ratée, Erdogan peut et doit frapper fort, tout en se maintenant un maximum de portes de sortie ouvertes. Il l'a fait en interne avec les purges dans l'administration, la justice et l'armée. Au niveau politique étrangère, il peut et doit frapper également fort pour maximiser la valeur stratégique de la Turquie, tout en préservant l'économie turque — toujours intégrée et dépendante des échanges internationaux — et la compatibilité d'un pouvoir islamique avec une économie moderne, accueillante, dynamique et innovante. Dans ce contexte, l'enjeu pour Erdogan est d'éviter de sortir de l'ambiguïté stratégique que le putsch et que son attitude vis-à-vis de l'État Islamique ont généré, car cela ne se ferait qu'à son détriment. Dit autrement, Erdogan a tout intérêt à jouer le flou et la montre. L'opinion semble être avec lui, ou en tous cas, peut-il façonner l'opinion aisément grâce à sa prise de contrôle sans équivoque des médias. Il a donc le temps et le soutien populaire pour se permettre d'aller jusqu'à refonder une nouvelle position et une nouvelle vision stratégique pour la Turquie par rapport à ses alliés historiques comme à ses voisins directs... dont la Russie fait partie. C'est la route qu'il est entrain de prendre, à dessein et à raison, se sachant en position de force — ou en tous cas de nuisance majeure — sur la question des migrants, de la lutte contre les milices terroristes et de l'énergie. En allant en Russie, il envoie quatre messages stratégiques aux Occidentaux, Washington et Bruxelles en tête : 1- vous ne me contrôlez pas ; 2- je suis prêt à tout ; 3- chaque jour qui passe, mon prix augmente ; 4- revenez à la raison, vous avez plus à perdre qu'à gagner à jouer. Tout le monde est assis à la table de poker menteur et Erdogan joue avec les cartes à sa disposition dans le contexte post-Crimée/Donbass/État Islamique en actionnant des leviers d'action binaires mais efficaces qui parlent aux élites étrangères comme au grand public : Est contre Ouest, bloc contre bloc, passé contre futur, Eurasie contre Atlantique, hégémonie contre renouveau, gouvernants dociles contre leaders non-alignés... Tout est dans l'influence et le message, dans la posture, davantage que dans l'action, à ce stade du jeu de dupes post-putsch. Cette visite en Russie s'inscrit donc dans un cadre où, d'un côté, le flou stratégique laisse penser que tout est possible — un repositionnement stratégique comme des actions de pur bluff —, mais où, de l'autre côté, Erdogan tente surtout de se positionner par rapport à ces anciens alliés. Un peu à la manière de quelques banques en 2008, ou à la manière d'Israël, de l'Iran ou de l'Arabie Saoudite par le passé, le vrai message à lire entre les lignes est bien : je suis "too big to fail", vous avez trop à perdre à ne pas me suivre, soutenez-moi. Cette stratégie paie.

Dans quelle mesure le modèle russe se distingue-t-il de celui de la Chine (qui elle aussi cherche à incarner une alternative, notamment par le biais de la coopération économique) ?

Mika Mered : La Russie a trois atouts majeurs : un territoire riche et vaste ouvert sur cinq zones maritimes, une excellence académique, et une armée d'envergure mondiale.

La Chine quant à elle a d'autres atouts : un marché colossal, un tissu entrepreneurial sans égal, et une certaine virginité diplomatique.

Dans ce contexte, au-delà même de considérations culturelles ou historiques, il est aisé de comprendre pourquoi, à l'échelle globale, la Russie adopte une approche plutôt militaro-industrielle, réaliste ; tandis que la Chine adopte une approche quasi-exclusivement socio-économique, constructiviste. En France, il y a 65 millions d'habitants. En Russie, il y a 143 millions d'habitants. En Chine, il y a 300 millions de consommateurs dits "à fort pouvoir d'achat" et 50 millions de PME. Dans ce contexte — sans même parler du fait que l'armée populaire de Chine n'est encore qu'au début de sa phase de développement capacitaire — pourquoi donc la Chine adopterait-elle un modèle de politique étrangère qui lui coûterait politiquement et économiquement à court terme comme le modèle russe ? Chacun peut l'observer en Arctique et en Antarctique : le modèle chinois est, à court terme comme à long terme, le plus efficace. Seulement, c'est un modèle qui requiert à la fois un marché intérieur colossal que n'a pas la Russie et une fermeté stratégique que l'Europe n'a pas. Dit autrement, au-delà des idées, tout modèle de politique étrangère prend sa base dans les atouts intrinsèques d'un État et, aujourd'hui, seuls les États-Unis et la Chine ont à la fois le marché intérieur qui permet d'assurer une certaine fermeté stratégique et vice-versa.